« Quoi qu’il en coûte » : la dette de la France s’est alourdie de 165 milliards d’euros en 2021

écrit par Christine Tasin | 31 mars 2022

En 2021, la dette publique de la France a atteint 2 813 milliards d’euros. Le gros de l’aggravation est au compte de l’Etat et de sa politique de dépenses au sujet de la gestion

de la pandémie de Covid-19 et de ses conséquences.

En 2021, la dette publique (Etat, collectivités locales, administrations de sécurité sociale et autres organismes d'administration centrale) a augmenté de 164,9 milliards pour s'établir à 2 813,1 milliards, selon des chiffres révisés publiés ce 29 mars par l'Institut national de la statistique (Insee).

Elle a été notamment tirée par le maintien des soutiens d'urgence face à la crise sanitaire et la stratégie gouvernementale du «quoi qu'il en coûte», en particulier le fonds de solidarité, qui a coûté plus de 23,3 milliards d'euros à l'Etat après 16,3 milliards en 2020. Mais, exprimée en pourcentage du PIB et profitant du rebond de ce dernier en 2021 (+ 7% après une chute de 8% en 2020) elle a diminué à 112,9 %, après 114,6 % à fin 2020.

Dans le détail, la dette des administrations de sécurité sociale ralentit sa progression en 2021 à 3,8 milliards après l'endettement record de 2020 (+77,7 milliards par rapport à 2019). Enfin, la charge d'intérêts de la dette a augmenté de 5 milliards soit +15,0%. L'effet des taux d'intérêt faibles a en effet, été plus que compensé par celui du dynamisme de l'inflation sur la charge d'intérêts des obligations indexées sur l'inflation. En 2019, avant la crise sanitaire, la dette s'affichait à 97,6% du PIB et le déficit à 3,1%. Pour 2022, le gouvernement prévoit de ramener le déficit public à 5% du PIB, notamment grâce à une croissance toujours dynamique attendue à +4% du PIB.

Dans sa trajectoire d'évolution des finances publiques transmise au printemps 2021 à Bruxelles, le gouvernement compte ramener le déficit public sous les 3% du PIB en 2027. **La Cour des comptes a toutefois jugé cette trajectoire «incertaine», dans son dernier rapport annuel, soulignant qu'elle nécessiterait d'importantes économies supplémentaires et «des efforts sans précédent» sur la**

dépense publique.

https://francais.rt.com/economie/97451-quoi-coute-dette-france-alourdie-165-milliards-euros-2021